

**Point de presse de la porte-parole -  
République centrafricaine/Attaque  
contre la MINUSCA - Yémen -  
G7/Etats-Unis - Migrants - Syrie -  
Mali**

(Paris, 12 juin 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

**1 - République centrafricaine - Attaque contre la MINUSCA (10 juin 2018)**

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque perpétrée contre la MINUSCA le 10 juin dans la préfecture de la Ouaka, qui a fait un mort et un blessé grave parmi les casques bleus burundais.

Nous présentons nos condoléances à la famille du soldat burundais tué, ainsi qu'aux autorités burundaises, et souhaitons un prompt rétablissement au blessé.

La France réitère son plein soutien à l'action menée par la MINUSCA, qui paie un lourd tribut dans l'accomplissement de sa mission. Elle rappelle que les attaques contre les casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre et appelle à ce que les responsables soient traduits en justice.

Ces violences soulignent l'urgence de la mise en oeuvre de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation adoptée le 17 juillet 2017 à Libreville, en vue d'aboutir au désarmement effectif des groupes armés. La France réaffirme son soutien à l'action menée dans ce cadre par les autorités centrafricaines, l'Union africaine et les pays et organisations de la région, qu'elle encourage à poursuivre leurs efforts. C'est le message que le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a fait passer à l'occasion de son déplacement récent au Congo, au Tchad et de sa rencontre avec la commission de l'Union africaine à Addis Abeba.

**2 - Yémen**

Q - Est-ce que la France a engagé des discussions avec les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite pour éviter l'offensive sur la ville yéménite de Hodeidah. Ne pensez-vous pas dans le contexte actuel qu'une conférence à Paris coprésidée par un des belligérants complique les efforts des Nations unies ?

R - C'est un sujet dont nous parlons avec les Saoudiens et les Emiriens, ainsi qu'avec l'ensemble des parties concernées. Je vous renvoie sur ce point au communiqué de l'Elysée. Le président de la République s'est entretenu au téléphone ce jour avec Mohammed Ben Zayed, prince héritier d'Abou Dabi. La question du Yémen a été longuement abordée dans la perspective de l'organisation à Paris fin juin d'une conférence humanitaire. Le président de la République a évoqué la situation politique et militaire au Yémen, et notamment à Hodeïda, et a appelé les parties prenantes à la retenue et à la protection des populations civiles.

La situation dans la ville portuaire de Hodeïda a fait l'objet de consultations hier au Conseil de sécurité : ses membres ont en grande majorité soutenu les efforts de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour y rechercher une solution politique. La France rappelle que seule une solution politique négociée permettra de mettre fin de manière durable à la guerre au Yémen et d'arrêter la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans ce pays.

### 3 - G7 - Etats-Unis

Q - Comment estimez-vous la relation avec les Etats-Unis suite au G7. En tant que chef de la diplomatie, est-ce que le ministre a un plan d'action pour essayer de réparer cette relation?

R - Le sommet du G7 a permis un échange de vues sur tous les grands dossiers internationaux et la réaffirmation d'une unité sur plusieurs sujets majeurs, notamment de sécurité.

Des divergences se sont aussi exprimées, en particulier sur les questions commerciales, compte tenu des mesures adoptées par les Etats-Unis touchant les importations en provenance d'Europe, du Canada et du Japon. L'Union européenne a déjà annoncé qu'elle prendrait des mesures en réponse dans le cadre prévu par les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

En parallèle, nous souhaitons avoir un dialogue approfondi avec les Etats-Unis afin de dégager une analyse commune de la situation des échanges transatlantiques, basée sur des faits exhaustifs et partagés, afin de lever les doutes ou les incompréhensions. Le ministre échange régulièrement avec son homologue sur tous ces sujets.

Nous souhaitons également promouvoir la coopération commerciale internationale afin de traiter les grands sujets structurants que sont, en particulier, la lutte contre le pillage de la propriété intellectuelle et le traitement de certaines surcapacités. Le président de la République a ainsi proposé d'accueillir une conférence conjointe avec la Chine, les Etats-Unis, le Japon et les pays européens, pour traiter de ces grands défis et rendre plus efficace l'Organisation mondiale du commerce.

Ces orientations compteront parmi les priorités de la présidence française qui suivra la présidence canadienne du G7 en 2019.

## 4 - Migrants

Q - Est-ce que la France a participé aux négociations pour donner une solution aux migrants qui sont à bord de l'Aquarius ? Est-ce que la France a envisagé ou envisage l'arrivée du navire dans un port français ? Quelle est votre réaction à la décision des autorités espagnoles de l'accueillir à Valence ? Qu'avez-vous à dire sur le refus de l'Italie et de Malte de recevoir l'Aquarius ?

R - Nous vous renvoyons aux propos du porte-parole du gouvernement.

## 5 - Syrie

Q - Craignez-vous que le mécanisme de coordination entre le "small group" et Astana sur la Syrie soit déjà compromis au vu de l'offensive sur Idlib à laquelle contribuent selon des observateurs des frappes russes ?

R - La France rappelle qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. À cet égard, elle exprime sa préoccupation à la suite des attaques aériennes contre les villes de Zardana, Taftanaz et Binnish dans la province d'Idlib, qui ont coûté la vie à 61 personnes ces derniers jours et ont mis hors service un hôpital pédiatrique et l'hôpital de la ville de Binnish, en violation du droit international humanitaire.

Nous souhaitons renforcer le consensus international sur les conditions d'une sortie de crise en Syrie. C'est la raison pour laquelle le président de la République et le président Poutine se sont accordés sur la mise en place d'un mécanisme de coordination bilatéral susceptible de permettre un rapprochement des vues exprimées au sein du Small group et du groupe d'Astana. Notre objectif est "de construire ensemble les convergences qui permettront une solution politique à la crise syrienne". Nous poursuivons nos consultations à ce sujet avec la Russie et l'ensemble des acteurs internationaux qui partagent cet objectif.

## 6 - Mali

Q - La France martèle depuis 2015 la nécessité de mettre en oeuvre les accords d'Alger sur le Mali. Comment expliquez-vous ce manque de volonté politique et pourquoi est-ce que l'élection présidentielle changerait la donne ?

R - L'élection présidentielle au Mali marquera une étape importante pour la démocratie malienne. Cela sera l'occasion d'une appropriation des enjeux collectifs, et particulièrement de la mise en oeuvre de l'accord de paix. C'est pourquoi la crédibilité et la transparence sont des aspects clefs du processus électoral.

La France, comme l'ensemble des partenaires du Mali, notamment le secrétaire général des Nations unies, ainsi que l'observateur indépendant de l'accord de paix dans leurs rapports

respectifs, a constaté des retards et un manque de volonté politique dans la mise en oeuvre de l'accord pour la paix. Elle a aussi noté les progrès réalisés au cours des derniers mois, qui doivent être poursuivis et amplifiés. Il s'agit notamment de consolider les mécanismes de patrouilles mixtes dans le nord du Mali, d'assurer le fonctionnement effectif des collectivités territoriales et de lancer le processus de désarmement, démobilisation et réintégration./.